



Programme des
Nations Unies pour l'environnement

Distr. : Générale
1er juillet 2005

Français
Original : Anglais



**Deuxième réunion extraordinaire des Parties au
Protocole de Montréal relatif à des substances
qui appauvrissent la couche d'ozone**
Montréal, 1er juillet 2005

Rapport de la deuxième Réunion extraordinaire des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

I. Ouverture de la réunion

1. La réunion a été ouverte le vendredi 1er juillet 2005 à 10 heures par le Président de la seizième Réunion des Parties, M. Alan Flores (Costa Rica).

A. Déclaration du Président de la seizième Réunion des Parties au Protocole de Montréal

2. Le Président de la seizième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, M. Flores, a remercié le Canada pour son hospitalité. Il a rappelé que l'objectif de la réunion était d'examiner les demandes de dérogation pour utilisations critiques du bromure de méthyle provisoirement approuvées par la seizième Réunion des Parties, réunie à Prague en novembre 2004, ainsi que les demandes de dérogation classées dans la catégorie « impossible à évaluer » dans le rapport d'octobre 2004 du Groupe de l'évaluation technique et économique, en vue de prendre une décision à leur sujet. Au nom de l'ensemble des Parties, M. Flores a hautement loué et remercié le Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle et le Groupe de l'évaluation technique et économique pour les efforts considérables qu'ils avaient déployés et l'excellent travail accompli pour évaluer les demandes de dérogation pour utilisations critiques ainsi que pour mener à bien d'autres évaluations et tâches qui leur avaient été assignées par les Parties. Il a rappelé que les travaux du Groupe de l'évaluation technique et économique ainsi que ceux des deux autres groupes d'évaluation constituaient le pilier du succès du Protocole de Montréal et il a exprimé sa gratitude aux experts participant aux travaux de ces groupes pour leur dévouement.

3. Le Président a ensuite signalé qu'il avait mené des consultations officieuses pendant la semaine, en marge des travaux du Groupe de travail à composition non limitée pour essayer de cerner les questions qu'il faudrait soulever et résoudre pendant la réunion extraordinaire des Parties. Ces consultations, qui avaient été très utiles, avaient abouti au projet de décision dont la Réunion extraordinaire était saisie; il a remercié tous ceux qui avaient pris part à ces consultations. L'esprit de coopération et de compromis qui avait prévalu durant ces consultations reflétait bien l'esprit qui avait guidé les négociations au titre du Protocole et qui en avait assuré le succès. Il a ajouté qu'il aborderait en détail le contenu du projet de décision durant l'examen du point de l'ordre du jour correspondant.

B. Remarques d'ouverture du Secrétaire exécutif

4. Le Secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone, M. Marco González, a souhaité la bienvenue aux participants, au nom du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Klaus Töpfer, en soulignant l'importance des questions soumises à l'examen de la Réunion extraordinaire des Parties. Il a souligné que si la mise en œuvre réussie du Protocole de Montréal dépendait de l'engagement pris par les Parties d'éliminer totalement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, il n'en importait pas moins de replacer l'ordre du jour actuel dans la perspective plus vaste des résultats déjà obtenus dans le cadre du Protocole. Grâce au Protocole de Montréal, la production et la consommation mondiales de substances qui appauvrissent la couche d'ozone avaient été réduites de plus d'un million et demi de tonnes. En outre, ce qui était peut-être plus important encore, on observait une diminution constante des demandes de dérogation pour utilisations essentielles, qui représentaient autrefois une quantité très élevée d'environ 14 000 tonnes, mais qui ne représentaient plus actuellement qu'une quantité insignifiante.

5. M. González a souligné que si la sagesse et l'esprit de coopération qui avaient jusque-là prévalu dans le cadre de la procédure suivie pour les demandes de dérogation pour utilisations essentielles d'autres substances prévalaient aussi dans le cas du bromure de méthyle, le potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone représenté par les dérogations pour utilisations critiques pourrait être éliminé dans un délai relativement bref, de manière à protéger la santé humaine et assurer une transition sans heurt à une production agricole ne faisant plus appel au bromure de méthyle. Il a ensuite invité le représentant du Canada à prendre la parole à l'occasion de la fête nationale canadienne.

C. Déclaration du représentant du Canada

6. Le représentant du Canada a souhaité aux délégations la bienvenue au Canada. Il a rappelé que cette journée marquait à la fois le 138^e anniversaire de la création du Canada et le 20^e anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés. Il a invité les délégations à se joindre aux festivités qui marqueraient la célébration de la fête nationale canadienne.

II. Questions d'organisation

A. Participation

7. Les Parties ci-après au Protocole de Montréal étaient représentées : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Communauté européenne, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Danemark, Dominique, Egypte, El Salvador, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Lettonie, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Serbie et Monténégro, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen et Zambie.

8. Des observateurs de l'Etat suivant, non-Partie au Protocole de Montréal, étaient également présents : République démocratique du Congo.

9. Des observateurs des entités, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également présents : Banque mondiale; Comité des choix techniques pour la réfrigération, la climatisation et les pompes à chaleur; Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle; Comité des choix techniques pour les halons; Comité des choix techniques pour les mousses; Comité des choix techniques pour les produits médicaux; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; Division des conventions sur l'environnement; Division Technologie, Industrie et Economie; Groupe de l'évaluation scientifique; Groupe de l'évaluation technique et économique; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; Programme des

Nations Unies pour l'environnement; Secrétariat du Programme des Nations Unies pour le développement; Secrétariat du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal;

10. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ci-après étaient aussi représentées : 3M Company, ACDI, Agro District Chemicals, Albermarle Corporation, Alliance canadienne pour la protection de l'atmosphère, Alliance for Responsible Atmospheric Policy, American Lung Association, American Thoracic Society, Arvesta Cooperation, California Strawberry Commission, Crop Protection Coalition, DC Consulting, DOW Agrosiences, Environmental Investigation Agency, Eversheds, Florida Fruit and Vegetable Association, Florida Tomato Exchange, Fumigation Service and Supply, Glaxo smithkline, Great Lakes Chemical Corporation, Greenpeace International, Hunton and Williams, Industrial Technology Research Institute, Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture, Japan Industrial Conference for Ozone Layer and Climate Protection (JICOP), Korea Specialty Chemical Industry Association, Market Access Solutionz Limited, Mebrom, Methyl Bromide Global Coalition, Natural Resources Defence Council, Nordiko Quarantine Systems, North American Millers' Association, Programme régional pour l'environnement du Pacifique sud (SPREP), R&M Consultancy, Inc., Trical Inc., University of California, US Floral Industry et Value Recovery, Inc.

B. Adoption de l'ordre du jour

11. L'ordre du jour ci-après a été adopté sur la base de l'ordre du jour provisoire publié sous la cote UNEP/OzL.Pro/ExMP.2/1 :

1. Ouverture de la réunion.
 - a) Déclaration du Président de la seizième Réunion des Parties au Protocole de Montréal;
 - b) Remarques d'ouverture du Secrétaire exécutif;
 - c) Déclaration du représentant du Canada.
2. Questions d'organisation :
 - a) Adoption de l'ordre du jour;*
 - b) Organisation des travaux.
3. Examen des demandes de dérogation pour utilisations critiques du bromure de méthyle pour 2006.
4. Adoption du rapport de la Réunion extraordinaire des Parties.
5. Clôture de la réunion.

C. Organisation des travaux

12. La Réunion a convenu que le Coprésident du Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle présenterait son rapport final sur les demandes de dérogation pour utilisations critiques figurant à la section III de l'annexe à la décision XVI/2 (à savoir celles qui avaient été provisoirement approuvées par la seizième Réunion des Parties) ainsi que sur les demandes classées dans la catégorie « impossible à évaluer », pour qu'elles puissent être examinées pendant la réunion en cours. Il a également été convenu que le Président présenterait le résultat des consultations officielles pour examen et adoption.

D. Pouvoirs des représentants

13. Le Président a signalé que le Bureau de la seizième réunion des Parties au Protocole de Montréal s'était réuni pour examiner les pouvoirs des représentants. Le Bureau avait approuvé les pouvoirs des représentants de 56 Parties sur les 128 représentées à la deuxième réunion extraordinaire des Parties. Le Bureau avait aussi approuvé provisoirement les pouvoirs des représentants de 6 Parties, sous réserve que ceux-ci présenteraient leurs pouvoirs au Secrétariat dès que possible.

* Voir l'annexe à la décision XVI/46.

III. Examen des demandes de dérogation pour utilisations critiques du bromure de méthyle pour 2006

A. Exposé du Coprésident du Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle

14. M. Jonathan Banks a présenté le rapport final du Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle concernant les demandes de dérogation pour utilisations critiques figurant à la section III de la décision XVI/2 (à savoir celles qui avaient été provisoirement approuvées par la seizième Réunion des Parties) ainsi que les demandes de dérogation qui avaient été classées dans la catégorie « impossible à évaluer » dans le rapport d'octobre 2004 du Groupe de l'évaluation technique et économique.

15. Au total, 36 demandes de dérogation pour utilisations critiques figurant à la section III avaient été approuvées pour 2006, ces demandes ayant été présentées par 10 Parties et représentant 3 045 tonnes de bromure de méthyle. Les demandes figurant à la section III étaient celles qui faisaient apparaître une divergence entre la quantité demandée en 2004 pour 2006 et les recommandations du Groupe et du Comité pour ces mêmes demandes, qui avaient été examinées par la seizième Réunion des Parties. Ces divergences résultaient d'ajustements imputables soit aux dosages, soit à des modifications apportées à la formulation du produit, soit à la période d'introduction de solutions de remplacement.

16. Au total, 4 demandes de dérogation figuraient dans la catégorie « impossible à évaluer » pour 2006; ces demandes, présentées par 3 Parties, représentaient 430 tonnes de bromure de méthyle.

17. La décision XVI/2 priait le Groupe de l'évaluation technique et économique de présenter ses conclusions aux Parties sous la forme d'un rapport intérimaire avant le 30 avril 2005, et sous la forme d'un rapport définitif avant le 15 mai 2005. Le rapport avait été compilé sur la base de toutes les informations pertinentes soumises avant le 24 janvier 2005, y compris tous les renseignements supplémentaires communiqués par les Parties, et toutes informations relatives à ce qui était approprié pour les cultures concernées, dans le contexte de la demande de dérogation.

18. Le Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle basait ses évaluations sur la décision IX/6 et sur l'annexe I à la décision XVI/4 dans la mesure où : chaque demande était examinée au cas par cas; des entretiens bilatéraux avaient lieu avec la Partie présentant la demande si elle le souhaitait; une visite sur le terrain était entreprise dans une région clé utilisant du bromure de méthyle; et les hypothèses standard utilisées étaient identiques à celles retenues pour la série de demandes de dérogation pour utilisations critiques de 2004. Ces hypothèses étaient pleinement expliquées dans le rapport du Groupe de mai 2005.

19. Deux des critères énoncés dans la décision IX/6 n'avaient pas servi aux évaluations : la disponibilité de stocks de bromure de méthyle (en réserve ou recyclés) et le caractère approprié des efforts faits pour évaluer, commercialiser et faire homologuer des solutions ou produits de remplacement pour les utilisations faisant l'objet de la demande de dérogation. En effet, le Comité n'avait pas eu en sa possession d'informations des Parties sur ces deux critères.

20. Une réduction a été recommandée pour certaines demandes de dérogation pour utilisations critiques, pour tenir compte de l'emploi de bâches à faible perméabilité ainsi que des dosages maximum préconisés de : 350 ou 450 kg/ha de bromure de méthyle, avec des films virtuellement imperméables ou équivalent; 200 kg/ha de bromure de méthyle, là où l'emploi de mélanges à forte concentration de chloropicrine est faisable; et 20 g/m² pour la fumigation de structures. Aucune réduction n'a été effectuée si la Partie considérée utilisait déjà des dosages inférieurs, ou si elle avait avancé des arguments convaincants pour un dosage plus élevé (comme par exemple pour lutter contre des ravageurs particulièrement résistants), ou si des règlements l'obligeaient à utiliser certains dosages bien précis.

21. Plusieurs Parties avaient fournis des renseignements complémentaires au sujet de leur demande de dérogation pour utilisations critiques. Plusieurs réductions des quantités indiquées à la section III ou relevant de la catégorie « impossible à évaluer » avaient été faites ou convenues par les Parties demanderesse. Lorsqu'aucun complément d'information n'avait été reçu, le Comité a demandé aux Parties concernées de confirmer qu'il ne fallait pas en attendre. Aucune communication contenant des données à l'appui des demandes n'avait été reçue pour 17 des 36 demandes de dérogation faisant l'objet de la section III.

22. Les évaluations de chacune des demandes de dérogation pour utilisations critiques auxquelles avaient procédé le Groupe et son Comité figuraient dans l'annexe I au rapport final de mai 2005. Ces évaluations étaient assorties d'explications détaillées accompagnées de références et elles fournissaient le raisonnement économique présenté par les Parties demanderesse.

23. M. Banks a ensuite résumé les demandes de dérogation pour utilisations critiques présentées pour 2005 et 2006 et les dérogations accordées. Les dérogations accordées pour 2005 s'élevaient à 16 050 tonnes. Pour 2006, un total de 11 744 tonnes avait déjà été approuvé. Sur un total de 3 045 tonnes approuvé provisoirement par la seizième Réunion des Parties, le Groupe et le Comité recommandaient l'approbation de 1 081 tonnes. Sur les 430 tonnes précédemment classées dans la catégorie « impossible à évaluer », le Groupe et son Comité recommandaient l'approbation de 189 tonnes. Des demandes de dérogation représentant 130 tonnes n'avaient pas été évaluées.

24. Partant de l'hypothèse que la quantité totale d'environ 1 270 tonnes recommandée pour approbation à la deuxième Réunion extraordinaire des Parties serait approuvée, et que toutes les quantités additionnelles totalisant environ 452 tonnes (y compris les quantités n'ayant pas encore été pleinement évaluées) qui seraient examinées par la dix-septième Réunion des Parties seraient également approuvées, le maximum des dérogations pour 2006 totaliserait environ 13 466 tonnes. Ceci constituerait une réduction considérable par rapport au montant approuvé pour 2005, qui était de 16 050 tonnes.

B. Débat général

25. Le Président a informé la Réunion de l'issue des consultations officielles qui avaient eu lieu pendant la semaine. Le but de ces consultations était de cerner les questions qui seraient soulevées pendant la réunion et de trouver les moyens de les résoudre avant que la réunion ne commence. Il a remercié tous ceux qui avaient pris part aux consultations pour leur esprit de coopération et leur dévouement sans réserve aux travaux en cours. Les Parties suivantes avaient pris part aux consultations : Argentine, Australie, Canada, Chine, Communauté européenne, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Suisse. Il a également remercié les représentants du Costa Rica et de la Suisse pour avoir habilement coprésidé les négociations. Il a ensuite présenté le projet de décision dont la Réunion était saisie, qui était une proposition du Président, et il a invité les Parties à l'adopter.

IV. Adoption de la décision

26. La Réunion extraordinaire des Parties a adopté la décision suivante, sur la base du projet de décision élaboré par le groupe de contact constitué par le Président.

A. Décision Ex.II/1

27. La deuxième Réunion extraordinaire des Parties décide :

Sachant qu'il existe des solutions de remplacement techniquement et économiquement faisables pour la plupart des utilisations du bromure de méthyle, mais qu'elles ne sont pas toujours techniquement et économiquement faisables dans les circonstances motivant la demande de dérogation,

Consciente que les dérogations doivent être pleinement conformes à la décision IX/6, y compris pour ce qui concerne la réduction des utilisations et des émissions, et qu'elles ne sont censées être que des dérogations limitées et temporaires à l'élimination du bromure de méthyle,

Reconnaissant l'utilité de la rétention des gaz et d'autres techniques pour réduire au minimum les émissions de bromure de méthyle et d'autres produits chimiques de remplacement, ces techniques permettant de lutter contre les ravageurs et la maladie en réduisant sensiblement les doses utilisées,

Ayant à l'esprit que les informations supplémentaires demandées dans la décision Ex.I/4 seront soumises par les Parties en 2006,

Notant avec satisfaction les travaux du Groupe de l'évaluation technique et économique et de son Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle,

1. Dans le cas des utilisations critiques convenues pour 2006, qui sont indiquées dans le tableau A de l'annexe à la présente décision, d'autoriser, sous réserve des conditions énoncées dans la présente décision et dans la décision Ex.I/4, dans la mesure où ces conditions sont applicables, les niveaux supplémentaires de production et de consommation pour 2006 indiqués dans le tableau B de l'annexe à la présente décision qui sont nécessaires pour

satisfaire aux utilisations critiques, étant entendu que des niveaux et des catégories d'utilisations additionnelles pourront être approuvés par la dix-septième Réunion des Parties conformément à la décision IX/6;

2. Qu'une Partie dont le niveau au titre d'une dérogation pour utilisations critiques dépasse les niveaux de production et de consommation autorisés pour les utilisations critiques doit compenser la différence entre ces niveaux en utilisant les quantités de bromure de méthyle disponibles en stock;
3. Que chaque Partie qui a une utilisation critique convenue doit tenir pleinement compte de toutes les quantités de bromure de méthyle présentes dans les stocks existants; la somme de ces quantités sera indiquée en 2006 dans la colonne G du cadre comptable dont le modèle figure dans l'annexe II au rapport de la seizième Réunion des Parties, sous réserve des clauses de confidentialité et de divulgation prévues par les lois et règlements nationaux. Lorsque la totalité ou une partie de ces quantités est retenue en application de ces lois et règlements, les raisons pour lesquelles les quantités indiquées dans la colonne G sont ainsi retenues doivent être indiquées dans une note de bas de page appropriée;
4. Que les Parties qui ont une utilisation critique convenue doivent s'efforcer de délivrer une licence, un permis ou une autorisation, ou d'allouer les quantités de bromure de méthyle recommandées par le Groupe de l'évaluation technique et économique, aux fins des catégories d'utilisations spécifiques indiquées dans le tableau A de l'annexe à la présente décision;
5. Que chaque Partie qui a une utilisation critique convenue renouvelle son engagement de veiller à ce que les critères énoncés au paragraphe 1 de la décision IX/6 soient appliqués dans le cadre de l'octroi des licences, permis ou autorisations visant l'utilisation de bromure de méthyle et à ce que ces procédures tiennent compte des quantités de bromure de méthyle disponibles en stock;
6. De prier les Parties qui octroient des licences, des permis ou des autorisations pour le bromure de méthyle employé au titre des utilisations critiques pour 2006 d'assurer, chaque fois que le bromure de méthyle est utilisé au titre de dérogations pour utilisations critiques, le recours à des techniques de réduction des émissions telles que les films pratiquement imperméables, les technologies des films barrières, les injections en profondeur ou d'autres techniques qui favorisent la protection de l'environnement, lorsque cela est économiquement et techniquement faisable.

Annexe

Tableau A : Catégories d'utilisations critiques convenues

Pays	Catégories d'utilisations critiques autorisées (tonnes métriques)
Australie	Fleurs coupées (1,75); stolons de fraises (7,5)
Canada	Installations de fabrication de pâtes (2,057); minoteries (6,974)
Etats-Unis d'Amérique	Plantes ornementales (148,483); jambon séché fumé (40,854); denrées sèches/structures (fèves de cacao) (9,228); denrées sèches/structures (aliments transformés, herbes et épices, lait en poudre et installations de transformation de fromage (12,865); aubergines – en champ, à des fins de recherche seulement (0,914); minoteries et installations de transformation de denrées alimentaires (66,915); poivrons – en champ (436,665); fraises – en champ (207,648); tomates – en champ (253,431)
Japon	Piments (9,3); poivrons verts (65,6)

Tableau B : Niveaux de production et de consommation de bromure de méthyle autorisés pour satisfaire aux utilisations critiques en 2006

Pays	Bromure de méthyle (tonnes métriques)
Australie	9,250
Canada	9,031
Etats-Unis d'Amérique	760,585
Japon	74,900

V. Observations faites lors de l'adoption de la décision

28. Tous les représentants qui ont pris la parole ont félicité le Canada à l'occasion de son 138^e anniversaire, et l'ont remercié d'avoir accueilli la deuxième réunion extraordinaire des Parties. Ils ont également remercié le Comité des choix techniques pour le bromure de méthyle, le Groupe de l'évaluation technique et économique et le Secrétariat de l'ozone pour les efforts consentis pour produire et présenter le rapport sur les dérogations pour utilisations critiques et aussi pour organiser la réunion, ainsi que le Président et tous les membres du groupe de contact constitué par le Président, en particulier les représentants du Costa Rica et de la Suisse, qui avaient travaillé sans relâche, dans un esprit de coopération et de compromis, pour produire un résultat satisfaisant.

29. Les représentants ont loué le groupe de contact pour avoir élaboré un projet de décision réglementant plus étroitement l'utilisation et les émissions du bromure de méthyle, conformément aux critères énoncés dans la décision IX/6. Ce projet de décision encourageait également les approches novatrices telles que l'utilisation de films barrières, et il apportait un plus grande clarté et davantage de transparence à la question de la déclaration des stocks.

30. Tous les représentants attendaient de nouveaux progrès dans l'élimination de toutes les utilisations du bromure de méthyle. Les représentants de plusieurs Parties visées à l'article 5 ont informé la réunion des progrès réalisés par leur pays pour éliminer le bromure de méthyle, dans beaucoup de cas complètement, malgré les perturbations que ceci causait pour le secteur agricole, généralement vital pour les économies des pays en développement. Ceci montrait leur détermination à protéger la couche d'ozone; et ils demandaient à tous les autres pays de suivre leur exemple. Un représentant a ajouté que l'adoption de ces mesures serait plus facile si les pays développés cessaient de subventionner leur propre secteur agricole et, à cet égard, il s'est félicité des récentes initiatives visant à annuler la dette des pays en développement et à augmenter l'aide, en particulier à l'agriculture.

31. La représentante des Etats-Unis, faisant observer que la demande de dérogation pour utilisations critiques présentée par son pays pour 2007 accusait une réduction de 20 % par rapport à l'année 2006, a réitéré que son pays était déterminé à éliminer les utilisations critiques. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rappelé qu'à la première réunion extraordinaire des Parties, son pays s'était réservé le droit de recourir aux dispositions d'urgence prévues dans la décision IX/7, mais qu'il ne l'avait pas fait et qu'il ne comptait plus le faire. La Nouvelle-Zélande avait également décidé de ne pas remettre en question la décision prise par le Comité de ne pas recommander des dérogations pour utilisations critiques représentant 20 % de la dérogation totale demandée par son pays, dans une tentative délibérée pour mettre la pression sur les industries pour qu'elles éliminent les utilisations critiques.

32. Un représentant a demandé à ce que le total des quantités octroyées pour chaque Partie et pour l'ensemble des Parties, au titre des dérogations pour utilisations critiques, soit indiqué. Les quantités totales pour chaque Parties étaient les suivantes : Australie : 9,25 tonnes; Canada : 2,031 tonnes; Etats-Unis : 1 177,003 tonnes; et Japon : 74,9 tonnes. Les montants totaux sont indiqués aux paragraphes 23 et 24 du présent rapport. Un autre représentant a suggéré que les Parties adoptent une disposition habilitant le Secrétariat à donner le champ libre pour l'utilisation critique du bromure de méthyle pour les Parties qui feraient des demandes de dérogation pour utilisations critiques à l'avenir.

33. Le représentant d'une organisation non gouvernementale de défense de l'environnement a rappelé la fragilité de la couche d'ozone et les dommages que l'humanité y avait causés en très peu de temps. Dans la mesure où le bromure de méthyle avait une courte durée de vie, son potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone effectif était beaucoup plus élevé que le chiffre absolu ne le donnait à penser, en sorte que l'approbation des dérogations pour utilisations critiques prévues dans la décision causerait un dommage réel en termes d'appauvrissement de la couche d'ozone. Il a exhorté toutes les Parties à éliminer toutes les utilisations critiques dans un proche avenir. Le représentant d'une autre organisation non gouvernementale de défense de l'environnement a demandé à ce que les principaux revendeurs, notamment, soient mieux informés du rôle joué par le bromure de méthyle dans la destruction de la couche d'ozone, et donc de la nécessité d'éliminer cette substance.

VI. Adoption du rapport de la Réunion extraordinaire des Parties

34. Le présent rapport a été adopté le vendredi 1^{er} juillet 2005, étant entendu que le Secrétariat se verrait confier la mise au point de la version finale du rapport après la clôture de la réunion.

VII. Clôture de la réunion

35. Après les échanges de courtoisie d'usage, la clôture de la deuxième réunion extraordinaire des Parties a été prononcée à 11 h 40.
